

Colmar, le 04 octobre 2007

RAPPORT de L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

OBJET : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
Société MANUFACTURES HARTMANN MUNSTER (MHM) à MUNSTER
Demande de poursuivre et de régulariser des installations d'ennoblissement textile à façon

P. J. : Projet d'arrêté préfectoral autorisant la poursuite et la régularisation de certaines installations et autorisant l'exploitation de nouvelles installations.

1 - PETITIONNAIRE

Dénomination : MANUFACTURES HARTMANN MUNSTER

Siège social : 14 rue des remparts – BP 66 – 68140 MUNSTER

Etablissement concerné : même adresse

Demandeur : M. HOBEIKA – Directeur Général

2 – PRESENTATION DE L'ACTIVITE ET OBJET DE LA DEMANDE

La société MANUFACTURES HARTMANN MUNSTER exploite une unité d'ennoblissement textile à façon de grandes séries qui comporte les opérations de blanchiment, teinture, impression et apprêt.

Avec une production annuelle de l'ordre de 20 millions de mètres par an, la société MANUFACTURES HARTMANN MUNSTER est présente dans les secteurs de :

- la teinture de vêtements de détente et professionnels,
- les tissus imprimés pour l'habillement et l'ameublement,
- la triplure pour col de chemise

La société MANUFACTURES HARTMANN MUNSTER est actuellement dans une logique de recentrage de ses activités dans le secteur de l'ameublement / habillement avec un regroupement des outils de production dans un seul bâtiment : le « bâtiment Ennoblement ».

La société MANUFACTURES HARTMANN MUNSTER emploie 116 personnes et produit :

- 207 jours par an ;
- en 3 x 8 ;
- du lundi 5h au samedi 9h.

2.1 - Process de fabrication :

On distingue 2 grandes classes de traitement :

- la triplure pour cols de chemise
- et l'ameublement / habillement.

Le process comprend les étapes suivantes :

- réception des écrus (pièces de 100 m de long) ;
- traitement mécanique éventuel (grattage, brossage, ...) ;
- misage (assemblage bout à bout de 15 à 20 pièces de tissu par couture) ;
- flambage (élimination des fibrilles présentes à la surface du tissu) ;
- désencollage ou préblanchiment (passage dans des bains successifs à base d'acide phosphorique et de produits de désencollage ou de soude caustique et d'eau oxygénée pour le préblanchiment) ;
- blanchiment (élimination des impuretés du tissu par lavages successifs et traitement à la soude et à l'eau oxygénée) ;
- mercerisage (brillance par passage dans des bains de soude et d'acide) ;
- teinture (immersion du tissu dans une solution diluée de colorants) ;
- impression (dans des machines à cadres rotatifs) ;
- apprêts (apports de qualités particulières au tissu : infroissabilité, toucher, stabilité au lavage, ...) ;
- finition mécanique (irrétrécisseuses, gratteuses, tondeuses, ...) ;
- contrôle, emballage et expédition.

2.2 – Historique et situation administrative :

Associé dès 1783 dans la Manufacture d'Indiennes de Munster (qui exerçait déjà les activités de filature, tissage et teinture / impression du tissu), M. André HARTMANN gère seul cette société à partir de 1786. L'activité se développe rapidement pour atteindre 12,5 millions de mètres de tissu par an en 1800. En 1818 les Manufactures Hartmann sont créées. A la veille de la seconde guerre mondiale, elles emploient 2.300 ouvriers. A partir de 1957, les difficultés apparaissent et des financements extérieurs sont appelés. En 1989, la société MANUFACTURES HARTMANN MUNSTER est créée afin de séparer la partie ennoblissement des unités de filature et de tissage, moins rentables, qui cessent finalement leurs activités en 1991. La société MANUFACTURES HARTMANN MUNSTER est actuellement propriété du GROUPE ALAIN THIRION.

La société MANUFACTURES HARTMANN MUNSTER a été légalement autorisée au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement par arrêté préfectoral n° 74 290 du 13 septembre 1983 pour ses activités de teintures et de traitement de fibres, sa chaufferie et son stockage de fuel, et plus particulièrement pour la mise en service d'une station de traitement des effluents. Divers arrêtés complémentaires ont été pris depuis : l'arrêté n° 990898 du 7 mai 1999 relatif aux rejets atmosphériques et l'arrêté n° 993200 du 15 décembre 1999 relatif à la réalisation d'une Evaluation Simplifiée des Risques.

2.3 - Objet de la demande :

L'objet de la présente demande est dû :

- aux modifications successives des outils de production :
 - suppression des activités de tissage, traitement de fibres par battage et cardage, blanchiment à l'hypochlorite ;
 - mise en place d'une nouvelle machine à imprimer le tissu coton en grande laize et de diverses autres machines ;
- à la volonté de valoriser les 1.000 tonnes de boues produites annuellement par la station d'épuration interne par épandage en agriculture, soit directement, soit après compostage sur site ;
- à la nécessité de régulariser les activités modifiées (déclarées en leur temps mais qui ne constituaient pas des modifications notables au sens de la réglementation ICPE et ne nécessitaient pas de ce fait la prise de prescriptions complémentaires) ;
- à la nécessité de remettre à jour les études d'impact et de dangers et l'ensemble des prescriptions techniques.

Un premier dossier de demande d'autorisation a été déposé le 22 décembre 2004. Par courrier du 29 mars 2005, le préfet a demandé à l'exploitant de compléter les insuffisances. Un nouveau dossier a été déposé le 26 juin 2006. Le dossier a été déclaré complet et régulier le 7 juillet 2006.

Le tableau ci-après reprend l'ensemble des activités de l'exploitant :

Rubrique	Intitulé	Installation	Régime
2330.1	Teinture, impression, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles : La quantité de fibres et de tissus susceptibles d'être traitée étant supérieure à 1t/j	<ul style="list-style-type: none"> • production de triplure pour col de chemise : 60.000 m/j soit 14 t/j ; • teinture : 30.000 m/j soit 9 t/j ; • impression : 11.000 m/j soit 3 t/j Production maximale journalière = 26 t/j	A
1180.1	Polychlorobiphényles, polychloroterphényles Utilisation de composants, appareils ou matériels imprégnés contenant plus de 30 l de produit	3 transformateurs au pyralène (PCB) : <ul style="list-style-type: none"> • 1 transformateur à la chaufferie • 2 transformateurs à l'atelier blanchiment Quantité totale de produit > 30 litres	D
1200.2.c	Emploi ou stockage de substances ou préparation comburantes. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	Utilisation d'eau oxygénée à 50% pour l'activité de blanchiment des écrus : Quantité maximale stockée = 46 t soit 23 t d'eau oxygénée	D
1432.2.b	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	<ul style="list-style-type: none"> • 2 réservoirs aériens de fioul Lourd de 310 m³ chacun (alimentation en secours de la chaudière) ; • 1 réservoir aérien de 4 m³ de FOD ; 	D

	Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³	<ul style="list-style-type: none"> 1 réservoir enterré en fosse de 2 m³ de FOD (chauffage de la station d'épuration – ancienne usine du Hammer) <p>Capacité équivalente totale = 42,18 m³</p>	
1530.2	Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues La quantité stockée étant supérieure à 1.000 m ³ mais inférieure ou égale à 20.000 m ³	<ul style="list-style-type: none"> Stockage de l'écrû au bâtiment Filature : 1.000 t sur palettes + 280 t en rouleaux soit un volume de 3.200 m³ Stockage de produits finis avant expédition au bâtiment Manutention : 114 t soit 285 m³ Stockages intermédiaires au bâtiment Manutention : 210 t soit 525 m³ <p>Quantité stockée totale = 4.010 m³</p>	D
2910.A.2	Installation de combustion consommant du gaz naturel, du fioul domestique, du fioul lourd. La puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure ou égale à 20 MW	1 chaudière principale de 5,5 MW BABCOCK de 2006, fonctionnant au gaz naturel, raccordée à une cheminée de 18 m ;	D
2910.A.2	Installation de combustion consommant du gaz naturel, du fioul domestique, du fioul lourd. La puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure ou égale à 20 MW	1 chaudière de secours de 10,34 MW STEIN FASEL de 1994 mixte gaz-fuel, fonctionnant au gaz naturel, le fuel étant utilisé dans le cadre d'un contrat effaçable, raccordée à une cheminée de 14 m ;	D
2910.A.2	Installation de combustion consommant du gaz naturel, du fioul domestique, du fioul lourd. La puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure ou égale à 20 MW	1 chaudière de secours de 15,83 MW BABCOCK ATLANTIQUE de 1974 fonctionnant au gaz naturel en secours, raccordée à une cheminée de 62 m.	D
2910.A.2	Installation de combustion consommant du gaz naturel, du fioul domestique, du fioul lourd. La puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure ou égale à 20 MW	Brûleurs gaz naturels directs sur les rames, séchoir et flambeuses cumulant une puissance de 6,6 MW ;	D
2920.2.b	Installations de réfrigération ou de compression hors fluides inflammables ou toxiques. La puissance absorbée étant supérieure à 50 kW, mais inférieure à 500 kW	<p>6 compresseurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> 3 x 15 kW ; 75 kW ; 90 kW ; 120 kW. <p>Puissance totale absorbée = 330 kW</p>	D

Régime : A = Autorisation ; D = Déclaration

Les autres installations de l'exploitant pour lesquelles les seuils de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ne sont pas atteints, figurent dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Intitulé	Installation	Régime
1412	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 6 t	Stockage maximum de 13 bouteilles de propane de 13 kg chacune, soit : 169 kg	NC
1611	Emploi ou stockage d'acide acétique à plus de 50% en poids d'acide, d'acide sulfurique à plus de 25% en poids d'acide. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 t	<ul style="list-style-type: none"> stockage d'acide acétique à 80% dans le bâtiment Manutention = 3 t stockage d'acide sulfurique à 95% à la station d'épuration = 35 t ; Quantité totale maximale = 38 t	NC
1630	Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse caustique. Le liquide renfermant plus de 20% en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	1 cuve aérienne de 46 t de soude caustique à 50%	NC
2910.A	Installation de combustion consommant du gaz naturel, du fioul domestique, du fioul lourd. La puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure ou égale à 20 MW	1 chaudière de 37 kW fonctionnant au FOD à la station d'épuration.	NC
2910.A	Installation de combustion consommant du gaz naturel, du fioul domestique, du fioul lourd. La puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure ou égale à 20 MW	1 chaudière de 27 kW fonctionnant au gaz naturel pour les bureaux.	NC
2925	Atelier de charge d'accumulateurs La puissance maximum de courant continu utilisable étant supérieure à 50 kW	Puissance maximale utilisable = 23,24 kW répartis : <ul style="list-style-type: none"> 7,6 kW au bâtiment Filature 15,64 kW au bâtiment Manutention 	NC

Régime : NC = Non Classé

3 – ENQUETE PUBLIQUE

Par arrêté préfectoral du 28 juillet 2006, une enquête publique a été ouverte du 21 août au 21 septembre 2006. Le commissaire enquêteur est M. Jean-Maire FELTZ.

Le rayon d'affichage est de 1 km et les communes concernées sont : MUNSTER, ESCHBACH-AU-VAL, HOHROD et LUTTENBACH-PRES-MUNSTER. Les affichages réglementaires et informations légales du public ont été faits.

Lors de l'enquête publique, 1 personne s'est présenté aux permanences et a envoyé 1 lettre (Fédération du Haut-Rhin pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique) datée du 6 septembre 2006 au commissaire enquêteur. L'exploitant a transmis son mémoire en réponse le 3 octobre 2006.

Avis du Commissaire Enquêteur du 23 octobre 2006

« Le commissaire-enquêteur émet un AVIS FAVORABLE à la demande d'autorisation préfectorale de poursuivre et de régulariser l'activité des installations d'ennoblissement textile par la société MANUFACTURES HARTMANN MUNSTER. »

4 – AVIS DES MUNICIPALITES

Les municipalités de MUNSTER et HORHOD ont émis des avis favorables et n'ont pas d'observations à formuler sur la demande.

Aucun avis n'a été reçu par l'inspection de la part des autres municipalités consultées. Conformément à l'article 8 du décret n° 77- 1133 du 21 septembre 1977 relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, ne peuvent être pris en compte que les avis émis au plus tard 15 jours suivant la clôture du registre d'enquête.

5 – AVIS DES SERVICES

5.1 - Avis de la Mission Interservices de l'Eau (MISE)

Dans son courrier du 29 septembre 2006, la MISE émet l'avis suivant :

« Ce dossier appelle de la part de la MISE les remarques suivantes :

- *Page 97 : la solution de laisser le trop plein des fosses septiques rejoindre la Fecht n'est plus acceptable alors qu'existe un collecteur intercommunal. Il est nécessaire de démontrer l'impossibilité de raccordement au réseau communal et de mettre en place un traitement conforme au code de la santé publique (cf. courrier DDASS n° CH/DC/JH/856/06 du 06 septembre 2006) ;*
- *Page 100 : même si MHM affirme ne pas avoir la possibilité de maîtriser l'hydrate de chloral (famille Vc2) à la source, il importe d'en mesurer les concentrations au niveau du rejet final, en sus des mesures en sortie d'usine, conformément aux prescriptions de l'alinéa 15 du 3 ème paragraphe de l'article 32 de l'arrêté de 1998 ;*

La limite de concentration pour la famille Vc2 renvoie à une limite fixée par arrêté préfectoral mais cette limite n'est pas précisée : quelle est-elle ?

L'article 32 de l'arrêté de 1998 dispose que les limites fixées sont sans préjudice des dispositions de l'article 22 : quel est l'impact des rejets d'hydrate de chloral sur la vocation piscicole de la Fecht ? Quel est l'impact des rejets d'hydrate de chloral sur le risque sanitaire lié à la consommation des poissons ?

MHM indique que les résultats présentés ne sont pas caractéristiques des teneurs en micropolluants du rejet final dans le canal usinier qui rejoint la Fecht au niveau de Gunsbach : il importe justement que l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter présenté à l'enquête publique, présente des résultats qui soient caractéristiques des rejets et en présente les effets !

- *Page 121 : la protection des eaux contre la pollution par les nitrates en est à son 3^{ème} programme, l'arrêté est daté du 17/02/2005.*

A ce jour, le compostage des boues de MHM ne serait pas possible sur le site Colmar Compost à Colmar car la plate forme n'est pas autorisée à composter ce type de boues.

Il importe que soit prescrit à MHM qu'un accord écrit doit être signé entre MHM et chaque agriculteur qui épandra les boues produites (qu'elles soient sous forme brute ou de compost). Accord qui contiendra a minima : nom ou dénomination sociale de l'agriculteur, adresse, signature, liste des parcelles concernées par l'épandage, références de l'arrêté d'autorisation du producteur de boues, engagement du producteur à épandre dans les règles, date du contrat, nom ou dénomination sociale du producteur de boues, adresse, signature.

- *Que devient le plan d'eau du Leymel (qui ne figure pas sur les plans transmis) qui était utilisé anciennement comme réserve d'eau industrielle ? la MISE demande que le projet d'arrêté precrive l'interdiction de son remplissage à partir de la Fecht et que l'alimentation actuelle soit condamnée. La MISE demande que le remplissage de ce plan d'eau ne soit autorisé qu'à partir du canal du Leymel, à partir de la prise existante qui sert aussi pour l'alimentation en eau industrielle.*

La MISE émet un avis favorable sous réserve de la prise en compte de ses remarques. »

Ces remarques ont été faxées à l'exploitant le 13 octobre 2006. Devant l'absence de réaction de l'exploitant, un fax de rappel lui a été transmis le 12 janvier 2007 et un autre le 23 mars 2007.

Par courrier du 30 mars 2007, l'exploitant répond à la MISE en ces termes :

- *« Page 97 : les eaux usées sanitaires sont traitées dans les fosses septiques dimensionnées à l'origine pour 2000 personnes, aujourd'hui seuls 90 salariés sont sur le site, ce qui assure un traitement maximal (temps de séjour dans les fosses est multiplié par 20) et dont le trop plein rejoint via des canalisations en grès de diamètres 200 et 250, le bassin d'homogénéisation et de décantation. Elles transitent ensuite par le canal usinier du hammer. Ce dernier complète l'épuration par le temps important de séjour en contribuant à une forte oxygénation avant de rejoindre la Fecht environ 3 km en aval.*

Les eaux de refroidissement et les eaux usées sanitaires, après une décantation et une homogénéisation, sont rejetées dans le canal du Hammer, propriété des MANUFACTURES HARTMANN MUNSTER, et qui n'a pas vocation à servir à des usages domestiques (en outre, la pêche y est interdite par arrêté préfectoral source : DDAF) et il n'y a pas de captage d'eau potable sur 3 km en aval. (les deux ouvrages inclus dans le rayon d'affichage de 1 km sont réservés à un strict usage industriel). Le risque de germes pathogènes est donc quasiment inexistant.

- *Page 100 : effectivement, nous sommes utilisateur de ces produits et nous envisageons des essais pour trouver un produit de substitution qui ne contient pas cette matière. Comme nous venons de le préciser ci-dessus, les mesures prises pour trouver des produits de substitution sont certainement la voie la plus économique et la plus logique. Toutefois, les eaux usées après traitement biologique par la station dépuratoire, sont rejetées dans le canal du Hammer avant de rejoindre la Fecht.*
- *Page 121 : plusieurs études ont été menées avec la société Agro Développement pour une valorisation agricole depuis 2002. Après une longue étude, ces boues sont compostées depuis 2006. Nous avons également signé une convention avec la Mission Boue de Colmar qui assure un suivi dans le cadre de cette valorisation. »*

Avis de l'inspection des installations classées :

Concernant le traitement des eaux sanitaires, l'exploitant ne démontre pas l'impossibilité du raccordement au réseau communal ni que son traitement est conforme au code de la santé publique. Une étude technico-économique devra être transmise dans un délai de 6 mois (article 9.3.3).

L'exploitant devra étudier l'impact du rejet d'hydrate de chloral sur le milieu récepteur dans un délai de 3 mois sauf à substituer ce produit dans l'intervalle (article 9.4).

Concernant l'épandage, l'arrêté préfectoral encadre ces opérations (en reprenant les demandes de la MISE) à l'article 10. La MISSION RECYCLAGE AGRICOLE DU HAUT RHIN ne signale pas de non conformités.

Par fax du 12 septembre 2007 la société MANUFACTURES HARTMANN MUNSTER indique qu'elle n'exploite pas le plan d'eau du Leymel, cette eau n'est pas utilisée dans son process. Par conséquent, il n'y a pas lieu de prendre des prescriptions au titre des ICPE.

5.2 - Avis de la Direction Régionale de l'Environnement (DIREN)

Dans son courrier du 22 août 2006, la DIREN indique qu'elle « *se range à l'avis du service instructeur sur ce dossier.* »

5.3 - Avis de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse

Pas d'avis reçu par l'inspection des installations classées de la DRIRE. Conformément à l'article 9 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, le délai de 45 jours étant expiré, il est passé outre.

5.4 - Avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS)

Dans son avis du 6 septembre 2006, la DDASS fait les observations suivantes :

- « *L'absence de dispositif de protection (disconnexion) en amont des circuits non alimentaires afin d'éviter tout risque de retour d'eau polluée dans le réseau public de distribution d'eau potable, ne répond pas aux dispositions de l'article R. 1321-54 du Code de la Santé Publique.*
- *L'assainissement collectif des eaux usées domestiques n'est pas conforme à la réglementation en vigueur, car celles-ci sont rejetées non traitées dans le canal via les fosses septiques, contrairement aux dispositions des articles L. 1331-1 et suivants du Code de la Santé Publique. L'annexe 3-b – Plan n° 00-025^A du 16 mai 2003 montre que les eaux de vannes sont rejetées sans traitement vers le canal ! Cela est confirmé au paragraphe 2.1.2.3. « eaux usées domestiques » de l'étude d'impact (cf. page 97). Or, avec la présence du réseau d'assainissement communal desservant le site, il n'y a aucune raison d'évacuer les eaux usées domestiques non traitées (une fosse septique ne constitue pas un dispositif de traitement) dans le canal « Hammer ». Les observations du paragraphe 3.5.2.2.1. page 32 du Chapitre 3.5 Impact sur la santé humaine (volet sanitaire), confirment que le Bureau d'Etudes ne maîtrise pas le sujet relatif à l'évacuation des eaux usées domestiques).*
- *Les boues biologiques de la station d'épuration des eaux usées industrielles devront être conformes à l'arrêté du 2 février 1998 modifié par l'arrêté du 17 août 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, Section IV Epandage, articles 36 à 39 et 42, annexes VII a, b, c et d.*

- *Un abaissement de la teneur rejetée est prévu pour les oxydes d'azote (NO_x). Une valeur limite d'émission a été fixée pour ces polluants, mais pas pour les autres polluants évoqués à la page 113 tels que les poussières (PM₁₀), les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), les oxydes de soufre (SO₂), le monoxyde d'azote (NO), le monoxyde de carbone (CO), ainsi que les composés organiques volatils (COV) et l'ozone (O₃). On ne parle plus de ces polluants mis à part les polluants principaux, les oxydes d'azote (NO_x) pour les installations de combustion fixe.*
- *En ce qui concerne les émissions olfactives de la station d'épuration des eaux usées, qu'elle est la nature des composés malodorants résultant de la fermentation anaérobie dégageant de l'ammoniac (NH₃), des amines (R-NH₂), de l'hydrogène sulfuré (H₂S) et des sulfures organiques (RHS) ? Des mesures olfactométriques ou de limitation des odeurs ont-elles été effectuées ?*
- *L'évaluation des risques sanitaires dans l'étude d'impact (ERSEI) est très incomplète et n'a abouti à aucune quantification des risques pour la santé humaine permettant de conclure sur un impact sanitaire acceptable ou non pour les populations riveraines exposées aux émissions et aux émissions atmosphériques de l'usine. Seules les étapes identification des dangers avec recherches des valeurs toxicologiques de référence (VTR), la détermination des voies de contamination et l'identification des populations potentiellement affectées ainsi que leur sensibilité ont été abordées alors que les étapes relations dose-réponse, les calculs des expositions des populations en utilisant des modèles de dispersion et d'exposition et la caractérisation des risques n'ont pas été argumentées, ni développées.*
- *Les polychlorobiphényles (PCB) et les Polychloroterphényles (PCT) visés par la rubrique n° 1180.1 des ICPE régime déclaration qui sont des toxiques pour la santé humaine (atteintes cutanées, hépatiques, digestives et neurologiques) et l'environnement, qui s'accumulent dans les tissus adipeux de l'homme et des animaux ainsi que dans les différentes chaînes alimentaires et dans les sols, n'ont pas été décrits dans cette étude des risques sanitaires.*
- *Ainsi, le guide méthodologique pour l'évaluation des risques sanitaires de l'INERIS (2003) et les préconisations du guide pour l'analyse du volet sanitaire des études d'impact de l'InVS (mai 2000), ainsi que celles de l'Observatoire des Pratiques de l'Evaluation des Risques Sanitaires dans les Etudes d'Impact (OPERSEI) n'ont pas été correctement suivies.*

Considérant les points susvisés, je vous propose d'émettre un avis défavorable au dossier de l'étude d'impact sur l'environnement et la santé, dans l'attente de la production de compléments d'informations. »

Ces remarques ont été faxées à l'exploitant le 13 octobre 2006. Devant l'absence de réaction de l'exploitant, un fax de rappel lui a été transmis le 12 janvier 2007 et un autre le 23 mars 2007.

Dans son courrier du 29 mars 2007, l'exploitant répond à la DDASS en ces termes :

1. *« L'absence du dispositif de protection (disconnexion) :
L'alimentation en eau industrielle est entièrement isolée du circuit d'eau potable. Il est impossible d'avoir un retour de l'eau industrielle dans le circuit d'eau potable à fin décembre 2006.
Toutefois, une modification a été effectuée depuis janvier 2007 avec la mise en place de la nouvelle chaufferie dans le bâtiment ennoblement où un raccordement de secours sur le réseau d'eau potable a été effectué dans les règles de l'art avec disconnexion entre les deux réseaux.*

2. *L'assainissement collectif des eaux usées domestiques :*

Les eaux usées sanitaires sont traitées dans les fosses septiques dimensionnées à l'origine pour 2000 personnes, aujourd'hui seul 90 salariés sont sur site, ce qui assure un traitement maximal (temps de séjour dans les fosses est multiplié par 20) et dont le trop plein rejoint via des canalisations en grès de diamètres 200 et 250, le bassin d'homogénéisation et de décantation. Elles transitent ensuite par le canal usinier du Hammer. Ce dernier complète l'épuration par le temps important de séjour en contribuant à une forte oxygénation avant de rejoindre la Fecht environ 3 km en aval.

3. *Les boues biologiques de la station d'épuration des eaux usées industrielles devront être conformes à l'arrêté du 2 février 1998 modifié par l'arrêté du 17 août 1998 :*

Plusieurs études ont été menées avec la société Agro Développement pour une valorisation agricole depuis 2002. Après une longue étude, ces boues sont compostées depuis 2006.

Nous avons également signé une convention avec la Mission Boue de Colmar qui assure un suivi dans le cadre de cette revalorisation.

voir convention ci-jointe,

voir phases 1 et 2 de l'étude avec la Société Agro-Développement.

4. *Un abaissement de la teneur rejetée est prévu pour les oxydes d'azote (NOx). Une valeur limite d'émission a été fixée pour ces polluants, mais pas pour les autres polluants :*

Pour les autres polluants des limites sont fixées, (voir dans les rapports annexes 20 et 21) à savoir : le CO, la température des fumées, le CO2 et le NOx. (voir copies ci-jointes)

Les polluants autres que ceux générés par les installations de combustible fixe sont traités à partir du paragraphe 3.5.2.3.3.2 pages 134 à 145. (voir copies ci-jointes).

5. *En ce qui concerne les émissions olfactives de la station d'épuration des eaux usées :*

Le traitement de la chaux des boues biologiques des eaux usées textiles les stabilise et de ce fait, nous percevons très peu de mauvaises odeurs et dans le bassin d'homogénéisation, ces eaux par leur pH relativement alcalin éliminent la décomposition de la matière organique. Seul le bassin d'aération laisse passer une légère mauvaise odeur. Le traitement tertiaire physicochimique contribue à une neutralisation des odeurs.

En outre, aucun stockage des boues ne s'effectue à la station d'épuration. Tout est enlevé hebdomadairement par la Société Ana Compost.

N.B. : nous avons arrêté la teinture en colorants de soufre, générateurs de mauvaises odeurs, depuis 3 ans. Ceci contribue encore à l'amélioration des émissions olfactives.

6. *L'évaluation des risques sanitaires dans l'étude d'impact (ERSEI) est très incomplète :*

Le volet sanitaire ne concerne que l'impact que pourrait avoir l'activité de la société en fonctionnement normal.

Les autres cas de figure sont traités dans l'étude des dangers (activité en fonctionnement anormal : accident, incendie) et la notice d'hygiène et de sécurité (protection du personnel).

On a pris en considération trois sources de risques de natures différentes : les agents physiques, les agents biologiques et les agents chimiques, en s'appuyant sur les conclusions déjà émises dans notre dossier quant à la nature et à la gravité des effets possibles dans l'environnement en se focalisant sur les risques significatifs.

Il en résulte que les Manufactures Hartmann Munster n'utilisent pas de produits ou substances dangereuses pouvant en cas de diffusions atmosphériques ou de diffusions aqueuses présenter un risque sanitaire pour le voisinage puisque les installations pouvant être sources de nuisances atmosphériques ont été modifiées ou installées de manière à réduire l'impact potentiel sur l'environnement et sur la santé des riverains.

Les rejets aqueux sont traités dans une station d'épuration biologique qui réduit considérablement la quantité des produits de matières colorantes pouvant présenter des risques en terme de bioaccumulation sur le milieu aquatique (et par conséquent par effet indirect sur les consommateurs de poissons en aval du site).

Les eaux de refroidissement et les eaux usées sanitaires, après une décantation et une homogénéisation, sont rejetées dans le canal du Hammer, propriété des Manufactures Hartmann Munster, et qui n'a pas vocation à servir à des usages domestiques (en outre, la pêche y est interdite par arrêté Préfectoral source : DDAF) et il n'y a pas de captage d'eau potable sur 3 km en aval. (Les deux ouvrages inclus dans le rayon d'affichage de 1 km sont réservés à un strict usage industriel). Le risque de germes pathogènes est donc quasiment inexistant.

Quant à l'impact sonore, l'étude montre que le critère d'émergence est respecté dans toutes les ZER situées au bord du site.

7. *Les Polychlorobiphényles (PCB) et les Polychloroterphényles (PCT) :*
Ces produits sont dans des transformateurs fermés et en cas d'incident ils sont tous sur une cuve de rétention ; d'autre part, l'accès à ces transformateurs est limité à du personnel compétent.
8. *Ainsi, le guide méthodologique pour l'évaluation des risques sanitaires de l'INERIS (2003) :*
Comme nous n'avons développé ci-dessus, dans le point 6, l'ensemble des risques des agents physiques, biologiques et chimiques ne présentent pas d'impact sur la santé humaine. Au vu de ces conclusions, une évaluation quantitative d'expositions des populations ou modélisation n'a pas été développée. »

Par courrier du 16 avril 2007, la DDASS transmet à l'exploitant ses observations sur sa réponse du 29 mars :

- « 1) *Le dispositif de protection (disconnexion) : une modification a été apportée depuis janvier 2007 avec la mise en place de la nouvelle chaufferie dans le bâtiment d'ennoblissement où un raccordement de secours au réseau d'eau potable a été effectué dans les règles de l'art avec disconnexion entre les deux réseaux,*
- 2) *L'assainissement non collectif des eaux usées domestiques, comprenant des fosses septiques dimensionnées pour 2000 personnes, avec aujourd'hui 90 salariés sur le site n'est toujours pas conforme à la réglementation en vigueur, conformément aux dispositions des articles L. 1331-1 et suivants du Code de la Santé Publique. Les fosses septiques constituent des dispositifs de pré traitement et non d'épuration. Le dossier d'assainissement devra être examiné par la Mission Inter-Services de l'Eau (MISE) Assainissement pour régulariser définitivement la collecte et le traitement des eaux usées domestiques,*
- 3) *Les boues biologiques de la station d'épuration des eaux usées industrielles sont conformes à l'arrêté du 2 février 1998 modifié par l'arrêté du 17 août 1998 : plusieurs études ont été menées par la Société Agro Développement pour une valorisation agricole depuis 2006. Vous avez également signé une convention avec la Mission Boue Colmar qui assure un suivi de la qualité des boues dans le cadre de cette revalorisation,*
- 4) *Un abaissement de la teneur rejetée est prévu pour les oxydes d'azote (NOx). Une valeur limite d'émission a été fixée pour ces polluants, mais pas pour les autres polluants à savoir : le monoxyde de carbone (CO), la température des fumées, le dioxyde de carbone (CO2), les oxydes d'azote (NOx). Les autres polluants rejetés par les installations de combustion fixe sont traités à partir du paragraphe 3.5.2.3.3.2 pages 134 à 145 de l'étude d'impact. Les exigences réglementaires en matière de prévention de la qualité de l'air sont respectées. En conséquence, la quantité des émissions atmosphériques liées aux besoins de l'activité est faible. La présence de nombreux dépoussiéreurs chargés de traiter les poussières textiles permet d'estimer le rejet résiduel en fibres textiles à l'extérieur comme négligeable.*
Compte tenu du fait que MHM n'utilise pas de solvants comme matières premières (MHM travaille exclusivement en milieu aqueux), le risque d'émission de Composés organiques volatils (COV) est très limité.

5) *En ce qui concerne les émissions olfactives de la station d'épuration des eaux usées : le traitement à la chaux des boues biologiques des eaux usées textiles les stabilise et de ce fait, très peu de mauvaises odeurs sont perçues et dans le bassin d'homogénéisation, les eaux par leur pH relativement alcalin éliminent la décomposition de la matière organique. Seul le bassin d'aération laisse passer une légère mauvaise odeur. Le traitement physico-chimique contribue à une neutralisation des odeurs. En outre, aucun stockage de boues ne s'effectue à la station d'épuration. Tout est enlevé hebdomadairement par la Société Anna Compost. La teinture aux colorants soufrés, générateurs de mauvaises odeurs a été arrêtée depuis 3 ans. Ceci contribue encore à l'amélioration des émissions olfactives,*

6) *L'évaluation des risques sanitaires dans l'étude d'impact (ERSEI) ne concerne que l'impact que pourrait avoir l'activité de la société en fonctionnement normal. Les autres cas de figure sont traités dans l'étude de dangers et la notice d'hygiène et de sécurité du personnel (protection du personnel). Les trois sources de risque, de natures différentes ; les agents physiques, les agents biologiques, et les agents chimiques, en s'appuyant sur les conclusions déjà émises dans le dossier, quant à la nature et à la gravité des effets possibles dans l'environnement se focalisent sur les risques significatifs.*

Il en résulte que les Manufactures Hartmann Munster n'utilisent pas de produits ou de substances dangereuses pouvant en cas de diffusions atmosphériques ou aqueuses présenter un risque sanitaire pour le voisinage puisque les installations pouvant être sources de nuisances ont été modifiées ou installées de manière à réduire l'impact potentiel sur l'environnement et sur la santé des riverains.

Les rejets aqueux industriels sont traités dans une station d'épuration biologique qui réduit considérablement la quantité des produits de matières colorantes pouvant présenter des risques en terme de bio accumulation sur le milieu aquatique (et par conséquent par effet indirect sur les consommateurs en aval du site). Par contre, le rejet des eaux usées sanitaires après décantation et homogénéisation dans le canal de Hammer est illicite et ne répond pas aux dispositions des articles L. 1331.1 et suivants du Code de la Santé Publique (voir point 2 assainissement non collectif des eaux usées domestiques).

Quant à l'impact sonore, l'étude montre que le critère d'émergence est respecté dans toutes les zones d'urgences réglementées (ZER) situées au bord du site.

Compte tenu de la faiblesse des émissions atmosphériques et de l'absence d'utilisation de produits dangereux ou de substances pouvant présenter un risque sanitaire pour le voisinage, une évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) ne s'avère pas pertinente,

7) *Les polychlorobiphényles (PCB) et les Polychloroterphényles (PCT) : ces produits sont dans des transformateurs fermés et en cas d'incident, ils sont tous sur une cuve de rétention. D'autre part, l'accès à ces transformateurs est limité à du personnel compétent. Conformément à la réglementation en vigueur, le décret du 18 janvier 2001 transcrit en droit français la directive européenne 96/59/CE du 16 septembre 1996 concernant l'élimination des PCB et des PCT, et prévoit la réalisation d'un plan d'élimination des PCB, à partir d'inventaires constitués sur la base des déclarations des détenteurs d'appareils contenant des PCB. L'échéance pour cette élimination est fixée au 31 décembre 2010.*

Au vu des éléments de réponse et des compléments d'information apportés, sous réserve de la prise en compte de ces remarques et de ces observations, j'émet un avis favorable à la demande d'autorisation de poursuivre et régulariser l'activité d'ennoblissement des textiles à façon, par la Société Manufactures Hartmann Munster (MHM) sur le territoire de la commune de MUNSTER. Cet avis annule et remplace mon avis défavorable du 06 septembre 2006. »

Avis de l'inspection des installations classées :

Concernant le traitement des eaux sanitaires, l'exploitant ne démontre pas l'impossibilité du raccordement au réseau communal ni que son traitement est conforme au code de la santé publique. Une étude technico-économique devra être transmise dans un délai de 6 mois (article 9.3.3)

Concernant l'épandage, l'arrêté préfectoral encadre ces opérations à l'article 10. La MISSION RECYCLAGE AGRICOLE DU HAUT RHIN ne signale pas de non conformités.

La réglementation (arrêté ministériel du 25 juillet 1997) relative aux installations de combustion soumises à déclaration ne prévoit pas la surveillance des paramètres listés par la DDASS dans son courrier mais uniquement poussières, NO_x et SO₂

5.5 - Avis du Service Départemental Incendie Secours (SDIS)

Pas d'avis reçu par l'inspection des installations classées de la DRIRE. Conformément à l'article 9 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, le délai de 45 jours étant expiré, il est passé outre. La société MANUFACTURES HARTMANN MUNSTER devra consulter le SIDS pour vérifier l'adéquation de ses moyens de lutte en transmettre l'avis au préfet sous 6 mois (article 16).

5.6 - Avis du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile (SIDPC)

Pas d'avis reçu par l'inspection des installations classées de la DRIRE. Conformément à l'article 9 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, le délai de 45 jours étant expiré, il est passé outre.

5.7 - Avis de la Direction Départementale de l'Équipement (DDE)

Dans son courrier du 2 octobre 2006, la DDE émet l'avis suivant :

« L'accès au site se fait par, d'une part, la rue des Remparts qui est une voirie communale et, d'autre part, la R.D. 10 dont le gestionnaire est le conseil général ; il serait souhaitable de prendre l'attache de ce service. »

Pour ma part, je n'ai pas d'objection à formuler sous réserve que cette installation ne crée pas de nuisance. »

Avis du Conseil Général du 22 janvier 2007 :

« Toutefois, le dossier tel que présenté ne permet pas de déduire une quelconque incidence sur le réseau routier départemental.

En conséquence, mon avis sur ce projet est suspendu dans l'attente d'éléments nouveaux. »

Ces remarques ont été faxées à l'exploitant le 29 janvier 2007.

Par courrier du 20 février 2007, le Conseil Général émet l'avis suivant :

« J'ai le plaisir de vous informer que ce dossier n'appelle pas de remarque particulière de ma part.

En effet, la mise en œuvre du projet présenté n'aura pas d'incidence sur l'exploitation et la maintenance du réseau routier départemental, dans la mesure où aucun des accès existants ne sera modifié et que l'accès privilégié n'aura pas de conséquence directe sur la circulation. »

5.8 - Avis de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DDTEFP) :

Dans son courrier du 28 septembre 2006, la DDTEFP émet l'avis suivant :

1) « ETUDE DE DANGERS :

2.1) atelier de charge de batteries :

Il n'y a rien à signaler car la charge de batterie est répartie dans plusieurs ateliers et la puissance de charge est très inférieure à 10 kW.

La formation d'hydrogène est très faible et le risque d'accumulation faible puisque les ateliers présentent un grand volume.

Nota : veiller cependant à ce que ces points de charges de batteries ne soient pas dans des recoins mal aérés.

2.2) risque incendie :

Ce risque est considéré comme un risque majeur.

Un scénario d'incendie a été élaboré au niveau de stockage de tissus (1 000 T). Il montre que l'incendie de l'îlot le plus grand ne créerait pas de flux thermique affectant des zones où se trouve du personnel.

2.3) prévention du risque incendie :

Il existe un service de sécurité.

Les contrôles périodiques réglementaires sont réalisés et enregistrés.

Le personnel suit une formation au poste de travail et à l'utilisation des extincteurs.

Une équipe de 12 SST est sur le site et il y a un projet de constituer une équipe d'intervention incendie avec 4 pompiers.

En conclusion, le risque incendie est le risque majeur mais il est cependant limité et maîtrisé dans ses conséquences.

2) NOTICE HYGIENE et SECURITE :

3.1) organisation de la sécurité :

A noter que la formation à la manipulation des engins de transport et de manutention (tire-palette, chariots élévateurs) est en cours.

Cette formation aurait dû être faite et un recyclage doit être organisé régulièrement.

Il est à noter une absence de référence au plan de prévention (article R 237-5 à 8 du Code du travail) et au protocole de chargement/déchargement (arrêté du 24 avril 1996).

3.2) consignes de sécurité :

Rien n'est à signaler.

3.3) consignes d'exploitation :

Elles se trouvent dans des classeurs disposés au niveau de chaque atelier.

Sont absentes une notice au poste et les affichages « sécurité » sur le port des EPI (article R 231-54-14 du Code du travail).

3.4) EPI :

Les EPI prévus sont réputés adaptés.

Rien de particulier pour le risque lié au bruit, pourtant important dans toute l'entreprise.

3.5) *substances et produits dangereux :*

La soude, l'eau oxygénée, l'acide sulfurique, les résines et les colorants sont distribués automatiquement. Il manque cependant un protocole de chargement/déchargement et une procédure d'entretien (article R 231-54-2 du Code du travail).

L'évaluation des risques doit être faite tant pour les produits distribués automatiquement que pour les colorants auxiliaires qui sont manipulés (risques lors de la livraison, de l'entretien).

Cette évaluation des risques n'est pas indiquée comme avoir été faite. Pourtant, au regard de la quantité de produits chimiques présents, leur prise en compte se justifie (article R 231-54-2 du Code du travail).

Les tuyauteries et cuves doivent avoir une identification (article R 232-1-7 du Code du travail et arrêté du 4 novembre 1993).

3.6) *sanitaires et bureaux :*

Les sanitaires sont réputés séparés hommes/femmes mais le texte donné en référence n'est pas le bon (le bon texte est l'article R 232-2-1 du Code du travail).

Ils ne semblent être entretenus qu'une fois par semaine alors que le Code du travail prévoit au moins une fois par jour (article R 232-2-5 du Code du travail).

3.7) *machines et matériels en mouvement :*

« Les matériels en mouvement seront protégés », « tout nouvel équipement aura un marquage CE de conformité ».

Cela semble vouloir dire que l'actuel parc machine n'est pas en conformité.

Il appartient à l'entreprise de se remettre au plus vite en conformité.

3.8) *incendie évacuation :*

Les locaux sont réputés permettre une évacuation rapide mais rien sur les plans ne permet de le confirmer.

En conclusion, il est à relever qu'il manque dans cette notice hygiène et sécurité :

- *le stockage des produits ;*
- *l'évaluation des risques professionnels qui a peut-être été faite mais n'a pas été mentionnée ;*
- *l'évaluation des risques chimiques (article R 231-54-2 du Code du travail) et explosion.*

Par ailleurs, il peut exister un risque d'explosion dans les systèmes d'aspiration des poussières et dans l'ensemble des locaux où il y a un dépôt de poussières.

En effet, il y a une formation de poussières de tissus fines et inflammables et susceptibles de former des nuages explosifs en mélange dans l'air.

Ce risque doit ainsi faire l'objet d'une évaluation (articles R 232-12-26 et 25 du Code du travail). »

Ces remarques ont été faxées à l'exploitant le 13 octobre 2006. Devant l'absence de réaction de l'exploitant, un fax de rappel lui a été transmis le 12 janvier 2007 et un autre le 23 mars 2007.

Par courrier du 2 avril 2007, l'exploitant répond à la DDTEFP en ces termes :

« 1) *ETUDE DE DANGERS :*

2.2) *Risque incendie :*

En outre nous avons exigé de nos clients d'enlever le stock dormant et de travailler en flux tendu afin de réduire la quantité de tissu stockée sur le site des Manufactures Hartmann Munster.

Les mesures ont été appliquées sur le stock fini et écru. Il résulte une diminution significative des volumes sur les 3 dernières années.

3) NOTICE HYGIENE et SECURITE

3.1) Organisation de la sécurité :

La formation à la manipulation des engins de transport et de manutention est faite et un recyclage est prévu régulièrement.

Le protocole de chargement/déchargement est à réaliser.

3.3) Consignes d'exploitation :

Les affichages « sécurité » sur le port des EPI sont en cours de réalisation.

3.4) EPI :

Des vêtements de travail et des protections individuelles adaptés aux risques sont à la disposition du personnel :

- chaussures de sécurité,
- gants et lunettes de protection adaptés à la tâche et aux risques de manutention,
- vêtements de travail et tabliers,
- protection anti-bruit (casques, bouchons jetables) dans le secteur émerisage et grattage,
- masques adaptés, à la cuisine de teinture et aux opérations de nettoyage des rames.

3.5) Substances et produits dangereux :

Les différents produits entrant dans le procès et présents sur le site des Manufactures Hartmann Munster sont décrits dans la partie B, chapitre 3. Aucun produit répertorié n'est classé R7, soit présentant un risque d'explosion.

L'eau oxygénée est un liquide comburant. Prise dans un incendie, elle peut contribuer à l'activation du sinistre.

Le risque que l'on peut également mentionner est sur le mélange accidentel de produits chimiques acide/base, oxydant/réducteur, soude/H₂O₂, qui pourraient avoir lieu au niveau des cuisines de préparation notamment, engendrant alors une réaction exothermique.

Nous envisageons après l'établissement des plans des réseaux des produits chimiques d'effectuer l'identification de chacun d'entre eux.

3.6) Sanitaires et bureaux :

Les sanitaires sont séparés et répondent en nombre et en quantité aux articles R 232.2 du Code du travail.

3.7) Machines et matériels en mouvement :

Il y a eu un travail de fond au niveau de l'entreprise pour mettre en conformité le vieux parc. Il pourrait rester quelques matériels en mouvement à protéger.

3.8) Incendie évacuation :

Le stockage des produits est précisé sur le plan de l'annexe 11.

L'évolution des risques professionnels était déjà réalisée (voir ci-joint).

L'évolution des risques chimiques se résume aux produits de base :

- acides,
- soude caustique,
- H₂O₂.

Idem pour les produits auxiliaires.

Les activités génératrices de poussières sont les traitements mécaniques des tissus réalisés au niveau des machines à abrasion, des émeriseuses, des gratteuses, des coupeuses et brosseuses, de la rameuse et des miseuses.

Toutes les machines génératrices de poussières de fibres textiles possèdent des systèmes d'aspiration/filtration avec récupérateurs de bourre au plus près de la source d'émission. Ils sont soit intégrés à la machine, soit du type soufflerie d'air vers le bas avec récupération de la bourre par des sacs.

De plus, les locaux sont régulièrement nettoyés par les opérateurs à l'aide d'aspirateurs.

Tous les dépoussiéreurs sont régulièrement entretenus, les filtres nettoyés et les sacs de récupération de la bourre vidés.

Donc il n'existe pas d'émissions canalisées de poussières, et les rejets diffus sont suffisamment faibles à l'intérieur des locaux.

En outre, ces machines sont isolées à part, dans un autre bâtiment. »

Avis de l'inspection des installations classées :

Il est rappelé à l'article 22 du projet d'arrêté que l'autorisation prise au titre des ICPE ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (Code de l'Urbanisme, Code du Travail, voirie...).

5.9 - Avis de l'Institut National des Appellations d'Origine (INAO) :

Dans son courrier du 4 septembre 2006, l'INAO émet l'avis suivant :

« L'INAO n'émet pas d'objection à l'encontre de la demande présentée par la société MANUFACTURES HARTMANN MUNSTER »

5.10 - Avis des autres services

Pas d'avis reçu par l'inspection des installations classées de la DRIRE. Conformément à l'article 9 du décret n° 77- 1133 du 21 septembre 1977 relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, le délai de 45 jours étant expiré, il est passé outre.

6. - AVIS DE LA D.R.I.R.E

6.1 – Rappel de l'objet de la demande :

L'objet de la présente demande est dû :

- aux modifications successives des outils de production :
 - suppression des activités de tissage, traitement de fibres par battage et cardage, blanchiment à l'hypochlorite ;
 - mise en place d'une nouvelle machine à imprimer le tissu coton en grande laize et de diverses autres machines ;
- à la volonté de valoriser les 1.000 tonnes de boues produites annuellement par la station d'épuration interne par épandage en agriculture, soit directement, soit après compostage sur site ;
- à la nécessité de régulariser les activités modifiées (déclarées en leur temps mais qui ne constituaient pas des modifications notables au sens de la réglementation et ne nécessitaient pas, de ce fait, la prise de prescriptions complémentaires) ;
- à la nécessité de remettre à jour les études d'impact et de dangers et l'ensemble des prescriptions techniques.

6.2 - Du point de vue de la procédure :

La consultation des services et du public a suivi la procédure légale.

6.3 - Réglementation applicable :

L'exploitant est soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

6.4 - Eau (article 9 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation) :

Les eaux utilisées sur site ont pour origines :

- le réseau d'adduction publique pour les eaux sanitaires (3.600 m³ par an) ;
- la Fecht pour les eaux de process (300.000 m³ par an) : production de vapeur, refroidissement, remplissage des bains et rinçages (70% de la consommation annuelle),
- la Fecht pour la production d'électricité (3 micro-centrales hydro-électriques) ;
- la nappe d'accompagnement de la Fecht pompée pour la préparation des bains de polymères et le réseau d'incendie de la station d'épuration (2.000 m³ par an).

Les demandes de la MISE relatives au plan d'eau du Leymel sont prescrites dans l'arrêté préfectoral (article 9.1).

Les **eaux pluviales** sont collectées puis rejetées à la Fecht après passage par un bassin d'homogénéisation.

Les **eaux sanitaires** sont traitées par des fosses septiques. L'exploitant ne démontre pas l'impossibilité du raccordement au réseau communal ni que son traitement est conforme au code de la santé publique. Une étude technico-économique devra être transmise dans un délai de 6 mois (article 9.3.3).

Les **eaux de process** sont traitées par la station d'épuration biologique interne située dans l'ancienne usine du Hammer avant rejet à la Fecht, via un canal usinier. Les analyses faites dans le canal usinier montrent que la pollution ajoutée à la Fecht est inférieure aux limites réglementaires. Les rejets de l'exploitant ne modifient l'objectif de qualité de la Fecht : 1A. La consommation d'eau par tonne de tissu traité a diminué de 6% entre 2000 (70 m³/tonne de tissu) et 2004 (66 m³/tonne de tissu) du fait des nouvelles installations mises en place moins consommatrices d'eau et des efforts d'optimisations de recyclages internes de l'eau. Une analyse faite sur 112 substances en 2001 a montré la présence de substances nocives pour l'environnement (4-chloro-3-méthylphénol et phosphate de tributyle). L'exploitant a modifié les produits utilisés en process au profit de produits moins polluants afin de supprimer les rejets de ces substances. Sous 6 mois, l'exploitant devra remettre une étude sur l'impact de l'hydrate de chloral dans le milieu naturel (article 9.4).

6.5 - Air (article 8 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation) :

L'installation de combustion comprend 1 chaudière fonctionnant au gaz naturel. Le fuel n'est plus utilisé qu'en secours. Il s'agit d'une chaudière de 5,5 MW installée en cours de procédure en remplacement de la chaudière de 10,34 MW qui n'est plus utilisée qu'en secours.

Les machines génératrices de poussières (émissions de fibres textiles lors du traitement mécanique du tissu) sont équipées de systèmes d'aspiration / filtration.

Les nuisances olfactives sont essentiellement dues à la station d'épuration. Les opérations les plus génératrices d'odeurs se font dans des locaux fermés ou dans une benne bâchée, les boues sont chaulées et évacuées hebdomadairement.

Les émissions atmosphériques liées au trafic routier généré par les activités de l'exploitant représentent moins de 2% des émissions liées au trafic enregistré sur le réseau routier environnant.

6.6 - Déchets (article 10 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation) :

Les déchets du site sont triés sélectivement. Ils sont repris et recyclés par des entreprises spécialisées.

6.7 - Epandage des boues (article 10.5 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation) :

L'exploitant a recyclé les boues produites par sa station d'épuration interne en agriculture par épandage direct puis après compostage sur la plate forme AGRO DEVELOPPEMENT de NAMBSHEIM. Depuis la fermeture de cette plate forme en 1999, les boues sont envoyées en Centre d'Enfouissement Technique. L'exploitant souhaite reprendre l'épandage agricole après compostage.

L'exploitant produit 780 t de boues par an (soit 94 t de matière sèche par an). Après compostage, le tonnage à épandre devrait s'élever à 400 t environ. Ce compostage est réalisé sur des installations spécialisées (ANNA COMPOST à Kingersheim).

L'exploitant a joint à son dossier de demande d'autorisation l'étude préalable à l'épandage exigée par la réglementation. Cette étude démontre l'intérêt agronomique de ses boues (amendement organique azoté et phosphaté) et leur respect des valeurs limites réglementaires en éléments traces métalliques et en composés traces organiques. Cette étude a été examinée par la MISSION RECYCLAGE AGRICOLE du Haut-Rhin.

6.8 - Bruit (article 12 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation) :

L'usine est située dans la ville de MUNSTER à proximité immédiate de riverains. L'étude acoustique jointe au dossier montre que les niveaux de bruit mesurés sont conformes à la réglementation de jour comme de nuit.

6.9 – Sols (article 11 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation) :

Les activités sont exercées dans des bâtiments en béton et les sols extérieurs sont recouverts d'enrobés.

En vue de remettre à jour son diagnostic initial et son évaluation simplifiée des risques datant de juin 2001, l'exploitant devra engager une démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM prévue par la circulaire du 8 février 2007 relative à la prévention de la pollution des sols – gestion des sites pollués) sur l'ensemble de son site industriel.

Le rapport de la démarche IEM devra être transmis au préfet dans un délai de 6 mois suivant la publication du présent arrêté préfectoral.

Un réseau de piézomètres est à implanter dans un délai de 6 mois, les paramètres à mesurer étant définis par l'IEM.

6.10 – Trafic routier :

Le trafic des poids lourds s'élève à 25 camions par jour, soit 4% du trafic des poids lourds sur les RD10 et RD417.

6.11 - Santé :

Le volet sanitaire du dossier montre que l'impact sur la santé de la population, en fonctionnement normal, apparaît limité. En particulier, l'exploitant n'utilise pas de produit chimique toxique ou bioaccumulables dans l'environnement dans son process. Les rejets aqueux sont traités par la station d'épuration interne avant rejet au milieu naturel et il n'y a aucun captage d'eau potable jusqu'à 3 km en aval.

6.10 - Sécurité (articles 13 à 17 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation) :

L'étude de dangers jointe au dossier présente le scénario d'incendie dans le plus grand îlot de stockage d'écrus (bâtiment Filature). L'étude des dangers montre que les flux thermiques provoqués par cet incendie n'ont pas de conséquence hors du site et que les volumes de rétention d'eau d'incendie prévus sont suffisants.

Les moyens de prévention et de lutte comprennent notamment des poteaux d'incendie alimentés par le réseau communal, 31 bornes incendie réparties sur le site, 5 prises d'eau sur la FECHT et ses canaux de dérivation et la possibilité de s'alimenter par un étang.

L'exploitant s'est engagé à mettre en œuvre les dispositions recommandées contre le risque foudre.

L'exploitant s'assure auprès du SDIS que ses moyens de prévention et de lutte sont adaptés pour faire face à un sinistre. Les conclusions de cet examen devront être transmises au préfet (article 15.6).

7. - CONCLUSION

Il est proposé au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable à la demande présentée par la société MANUFACTURES HARTMANN MUNSTER. Ci-joint un projet d'arrêté préfectoral en ce sens.

Sauf objection motivée formulée par l'exploitant conformément à l'article 21 du décret 1133 du 21 septembre 1977, le présent rapport et l'arrêté signé par le préfet seront consultables par le public sur le site internet de la DRIRE Alsace.